

OMC : le Brésil et les Etats-Unis répètent leur volonté de conclure le cycle de Doha

Le président américain Georges W. Bush et son homologue brésilien Luiz Inacio Lula da Silva se sont de nouveau déclarés optimistes quant à l'obtention prochaine d'un accord dans le cycle des négociations commerciales internationales de Doha. Lors d'une conférence de presse commune à la résidence présidentielle américaine de Camp David, le président Bush a déclaré qu'il était « dans l'intérêt du Brésil que nous ayons un accord qui traite le Brésil équitablement, les Etats-Unis équitablement et les autres pays équitablement ». Il a ajouté que les Etats-Unis étaient « prêts à réduire (leurs) subventions à l'agriculture de manière substantielle, mais d'un autre côté nous voulons que nos produits, qu'ils soient agricoles, industriels ou des services, bénéficient d'un accès au marché de nos partenaires ».

A Genève, il semble que les négociateurs soient préoccupés par le manque de visibilité – et de progrès manifestes – des pourparlers informels du G4 (Etats-Unis, Brésil, Union européenne, Inde) qui tente de bâtir l'architecture d'un accord. Crawford Falconer, le président du comité des négociations sur l'agriculture, a admis la semaine dernière que les divergences sur le dossier agricole restaient fortes et que le moral des négociateurs n'était pas au plus haut. Il envisage de présenter un texte de référence sur les négociations agricoles à la mi-avril, pour réinvestir l'ensemble des membres dans les négociations et focaliser leur attention sur les points clés à traiter dans l'optique d'un accord. Les représentants du G4 doivent eux de nouveau se réunir en Inde les 11 et 12 avril ; des experts des membres du groupe devraient se rencontrer à Paris dans la première semaine d'avril.

La CEDEAO se dote d'un plan d'action pour le développement des biotechnologies

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a organisé, du 27 au 30 mars à Accra, la capitale ghanéenne, sa troisième conférence ministérielle sur les biotechnologies, réunissant des responsables politiques et experts de la CEDEAO et de ses Etats membres, des organismes de recherche, des institutions internationales et des organisations de la société civile ouest-africaine. La session ministérielle du 30 mars a adopté un plan d'action sur le développement des biotechnologies et de la biosécurité dans la sous-région. Ce plan d'action, prévu pour la période 2007-2010, a pour objectif « d'améliorer la productivité et la compétitivité de l'agriculture et de gérer de manière durable les ressources génétiques ». Il est basé sur trois piliers : les biotechnologies, une approche régionale sur la biosécurité et un mécanisme de coordination, de suivi, d'évaluation et de communication. Le Ghanéen John Kufuor, le président de la CEDEAO, a déclaré que « les biotechnologies sont un outil d'accompagnement des pratiques agricoles traditionnelles qui peuvent, dans des cadres politiques adaptés, répondre aux contraintes productives et contribuer à la sécurité alimentaire en Afrique ». Estimant que « le temps de l'action était venu », il a appelé les Etats membres de l'organisation sous-régionale à prendre les mesures nécessaires pour le développement des biotechnologies, et a précisé que les initiatives ouest-africaines en la matière pourraient être impulsées par le Fonds africain pour la recherche et l'innovation discuté au mois de janvier lors du 8ème Sommet de l'Union africaine. Lors de ce sommet, les chefs d'Etat africains ont adopté un plan d'action sur les biotechnologies d'une durée de 20 ans, mais ne se sont cependant pas engagés en faveur de la création de ce fonds.

La Cnuced publie les chiffres de l'investissement étranger direct en 2006

La Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (Cnuced) estime que les flux d'Investissements étrangers directs (IED) ont atteint 1 200 milliards de dollars (US) en 2006, soit une hausse de 31% par rapport à l'année 2005. La Cnuced explique que cette progression est due « à l'augmentation continue des opérations internationales de fusion-acquisition, alimentée en partie par les ressources provenant de la hausse des prix des produits de base ». Les IED ont ainsi progressé dans toutes les régions, les deux-tiers étant destinés aux pays développés. En Afrique, les IED ont atteint en 2006 le chiffre record de 39 milliards de dollars (3,2% du total mondial) et sont particulièrement localisés dans le secteur extractif (pétrole et gaz principalement). Dans un rapport publié le 27 mars et intitulé « les IED asiatiques en Afrique : vers une nouvelle ère de coopération entre pays en développement », la Cnuced et le Programme des Nations-Unies pour le développement (Pnud) indiquent que « l'Afrique a le potentiel pour devenir un lieu d'investissement important pour les entreprises asiatiques ». Ils soulignent également qu'un important objectif pour les pays africains est de « promouvoir l'investissement dans d'autres secteurs » que celui de l'extraction de produits de base.

Sources : Agra, AllAfrica, CEDEAO, Cnuced, Euronews, ICTSD, The Ghanaian Journal, Union africaine.